



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

Travaux de restauration des ouvrages maçonnés des canaux

Lot 1 Blavet et canal de Nantes à Brest de Redon à Guerlédan

Lot 2 Canal de Nantes à Brest finistérien














Lot 3 Vilaine et canal d'Ille et Rance

Date et heure limites de réception des offres

Jeudi 26 février 2026 - 12h00

Région Bretagne
Direction des Canaux de Bretagne
283, avenue général PATTON
CS 211 01
35711 RENNES CEDEX 7

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Travaux de restauration des ouvrages maçonnés des canaux
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	3
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes	5
2.4 - Développement durable	5
3 - Les intervenants	5
3.1 - Conduite d'opération.....	5
3.2 - Maîtrise d'œuvre	5
3.3 - Contrôle technique.....	5
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
4 - Conditions relatives au contrat	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
5 - Contenu du dossier de consultation	6
6 - Présentation des candidatures et des offres	6
6.1 - Documents à produire.....	7
6.2 - Questionnaire égalité femmes-hommes.....	9
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
7.1 - Transmission électronique	9
7.2 - Transmission sous support papier	10
8 - Examen des candidatures et des offres	10
8.1 - Sélection des candidatures	10
8.2 - Attribution des marchés.....	10
8.3 - Suite à donner à la consultation	12
9 - Renseignements complémentaires.....	13
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	13
9.2 - Procédures de recours	13

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Travaux de restauration des ouvrages maçonnés des canaux

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est à bons de commande. Il sera passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Chaque lot de l'accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

Les montants maximums **par lot et par an** sont définis comme suit :

Lots	Montant maximum annuel en € HT
Lot 1	450 000,00 € HT
Lot 2	450 000,00 € HT
Lot 3	450 000,00 € HT

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lots	Désignation
1	Blavet et canal de Nantes à Brest de Redon à Guerlédan
2	Canal de Nantes à Brest finistérien
3	Vilaine et canal d'Ille et Rance

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre. Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est la suivante **pour tous les lots** :

Code principal	Description
45262330-3	Travaux de réparation d'ouvrages en béton
45262310-7	Travaux de mise en œuvre de béton armé
45262690-4	Remise en état de bâtiments dégradés

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Néanmoins, en cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme recommandée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Pour rappel, un groupement conjoint avec mandataire solidaire implique que l'un des prestataires membres du groupement soit désigné comme mandataire solidaire, représentant l'ensemble des membres vis à vis du pouvoir adjudicateur, et chargé de coordonner les prestations des membres du groupement.

Les informations concernant le mandataire ainsi que le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engagent à exécuter, figureront dans l'offre, voire dans l'acte d'engagement contractualisé en fin de procédure.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.3 - Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Chaque bon de commande précisera la mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé assurée par :

Lots 1 et 3	AG COORDINATION 40, Grande Rue - 22170 CHATELAUDREN-PLOUAGAT
Lot 2	PROJECTION 130, rue du 8 mai 1945 - 92000 NANTERRE

Il est à noter que le marché SPS prendra fin en juin 2026.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable via le site internet de la Région Bretagne : <https://www.bretagne.bzh/region/notre-fonctionnement/achat-public/> - Rubrique "Un processus d'achat totalement dématérialisé - Nos avis d'appel public à la concurrence".

Les candidats seront alors redirigés vers le site "<https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>" qui référence les annonces de marchés publics de la Région Bretagne.

Conseil aux candidats : le téléchargement des documents de consultation est libre. Cependant, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique correspondante et une adresse électronique valide permettant de façon certaine une correspondance électronique afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, notamment les éventuelles précisions ou report de délais.

Le DCE contient les pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement,
- Le Règlement de la Consultation (RC) et son annexe « Questionnaire égalité femmes-hommes »,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots et ses annexes,
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) pour chaque lot,
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) pour chaque lot.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois".

Conformément à l'article R2143-13 du Code de la commande publique, "les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit."

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Certificats de qualifications souhaitées (nomenclature des FNTP) <ul style="list-style-type: none">• 1122 Ouvrages de technicité moyenne à haute en milieu maritime ou fluvial• 1132 Ouvrages de technicité courante en milieu maritime ou fluvial• 1142 Ouvrages en maçonnerie en milieu maritime ou fluvial• 1424 Enrochement• 232 Travaux de terrassement courants• 254 Ancrages• 2651 Traitement des sols par injection• 7234 Renforcement et réparation par clous, tirants d'ancrage, boulons d'ancrage, pieux et micropieux• 7261 Jointoiement ou rejointoiement de maçonnerie• 7262 Régénération et injection des maçonneries• 7263 Reprise des maçonneries• 7271 Reprise des bétons dégradés• 7272 Injection des fissures• 7273 Protection des bétons• 763 Travaux subaquatiques	Non

En cas d'absence d'une partie des certifications, le candidat pourra justifier sa capacité à travers des références de chantiers récents d'une ampleur comparable.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre

Libellés	Signature
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Non
<p>Un sous-détail de prix concernant les prix unitaires et forfaitaires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1.1 : Installations de chantier pour un montant de travaux < 50 000 euros H.T • 1.2 : Installations de chantier pour un montant de travaux ≥ 50 000 et < 100 000 euros H.T • 1.3 : Installations de chantier pour un montant de travaux ≥ 100 000 euros H.T • 5 : Plus-value aux prix N° 1 pour l'installation d'un atelier de forage et d'injection à la résine hydrophobe • 12 : Batardeau en matériaux • 15 : Piste dans le lit du cours d'eau • 16 : Plus-value au prix N° 15 pour utilisation de la piste dans le lit du cours d'eau comme batardeau • 19 : Terrassement de toutes natures • 23 -1 : Fourniture, transport et mise en œuvre de grave 0/31,5 • 23-4 : Fourniture, transport et mise en œuvre de graves non traitées 20/40 drainantes ou matériaux recyclés équivalents • 24 -2 : Fourniture, transport et mise en œuvre de blocs d'enrochement poids moyen entre 300kg et 1 Tonne • 27 - 1 : Plus-value pour transport de matériaux à pied d'œuvre depuis le site de dépôt avec un engin de 5t de PTAC maximum • 27 - 2 Plus-value pour transport de matériaux à pied d'œuvre depuis le site de dépôt avec un engin de 5 à 12t de PTAC maximum • 29 : Ragréage de béton • 45 : Nettoyage des maçonneries • 51 : Montage de maçonnerie de moellons équarris • 53 : Rejointoiement des maçonneries • 54 : Plus-value au prix N° 53 pour matage d'un mortier de hourdage • 57 : Exécution des forages pour injection au coulis de ciment • 58 : Injection de maçonnerie au coulis de ciment • 59 : Exécution des forages pour injection à la résine hydrophobe • 62 : Fourniture, mise en œuvre et scellement des épingles, tirants d'enserrement et des tirants passifs scellés au coulis de ciment • 66 : Fourniture, mise en œuvre et scellement des épingles et des tirants scellés à la résine 	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE)	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
L'annexe n° 1 du CCAP « Fiche insertion sociale » complétée	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Pour chaque lot, l'offre devra comprendre le fichier au format XLSX intitulé « 25_90536_BPU_DQE... » complété (seule la feuille BP est à compléter, cf. explications ci-dessous) et sans mot de passe de protection.

Le BP et le DQE sont intégrés dans le DCE dans un même fichier au format .XLSX. Le fichier comprend :

- le bordereau des prix (BP) en première feuille,
- le détail quantitatif estimatif (DQE) en seconde feuille.

Les prix de l'offre sont à saisir uniquement dans la feuille BP. Tous les prix unitaires et forfaitaires saisis dans le BP sont renvoyés automatiquement par des formules dans le DQE.

Il n'est pas utile d'ôter la protection de la feuille BP pour saisir les prix.

6.2 - Questionnaire égalité femmes-hommes

Les candidats sont avertis dès à présent qu'il sera demandé au(x) titulaire(s) de chaque contrat de compléter le questionnaire annexé au présent règlement de consultation, qui deviendra une annexe de l'acte d'engagement. Ce document sera uniquement rempli à titre indicatif afin de permettre à la collectivité d'apprécier la volonté et le niveau de maturité des opérateurs économiques de garantir et d'engager concrètement des actions en matière de promotion d'égalité des droits entre les femmes et les hommes.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

La remise des offres par voie électronique est obligatoire (la remise des offres par voie papier n'est pas autorisée).

Le candidat devra déposer sa candidature et son offre exclusivement sur le profil acheteur (plateforme <https://www.megalis.bretagne.bzh>), avant la date et l'heure limite de remise des offres (se référer à la page de garde du présent règlement de la consultation).

7.1 - Transmission électronique

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

MODALITÉS RELATIVES A LA SIGNATURE DE L'OFFRE

Conformément aux nouvelles règles en vigueur, la signature des offres n'est plus requise au stade du dépôt des plis, mais uniquement au moment de l'attribution du marché.

La Région Bretagne impose la signature électronique de l'acte d'engagement qui matérialisera l'engagement

Les candidats doivent donc impérativement s'équiper d'un certificat électronique, procédé d'identification fiable, répondant aux obligations applicables en la matière.

Le certificat doit être détenu par une personne ayant capacité à engager le candidat dans le cadre de la consultation et il doit être valide à la date de signature du contrat (voir arrêté du 12 avril 2018).

Outils de signature et formats autorisés au stade de l'attribution : la réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature du profil d'acheteur (AtexoSign)

-> **Aucun justificatif à fournir**

Le profil d'acheteur intègre un outil de signature électronique, qui permet la signature aux 3 formats réglementaires (PAdES, XAdES ou CAdES). **Le format PAdES est, dans ce cadre, préconisé.** Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

Cas 2 : le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré au profil d'acheteur

-> **Différents justificatifs à fournir**

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature PAdES ou XAdES.
- Permettre la vérification, en transmettant les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ainsi, le signataire **doit transmettre avec sa réponse électronique** les éléments suivants :

- indication de l'outil de signature utilisé
 - nom de l'outil - éditeur - description succincte (ex : site Internet de présentation)
- indication de l'outil de vérification de signature correspondant, devant être accessible par l'acheteur public
- Lien internet de récupération de l'outil ou fourniture de l'outil lui-même
- Notice d'utilisation en langue française
- Présentation d'installation : type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.
- Procédure de vérification alternative en cas d'installation ou de vérification impossible pour l'acheteur : contact à joindre, support distant, support sur site, etc.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être libre d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires, en langue française.

Conseil aux candidats

L'heure précise et la date limite de réception des plis ne peuvent faire l'objet d'aucune exception. Tout dépôt hors-délai sera éliminé.

La Région Bretagne encourage donc fortement les opérateurs économiques :

- à tester leurs connexions bien avant l'heure limite de télétransmission (un outil est disponible sur Megalis Bretagne),
- en cas d'envoi multiples, à bien vérifier que le dernier envoi comporte toutes les pièces demandées au présent règlement de la consultation ;
- conformément à l'article R2151-6 du code de la commande publique, il est rappelé aux candidats que l'offre doit être transmise en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres ;
- à contacter le support technique de Megalis Bretagne pour toutes questions et/ou problèmes rencontrés.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation. Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). L'entité adjudicatrice préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante **pour tous les lots** :

Critères	Pondération
1 - Prix des prestations $\text{Note} = 50 \times \frac{\text{Montant de l'offre la plus basse}}{\text{Montant de l'offre considérée}}$	50
2 - Valeur technique sur la base du mémoire technique selon les sous-critères suivants :	30
2.1 - Moyens humains pour l'exécution de l'accord-cadre et des chantiers <i>Description des moyens humains mobilisés pour la réalisation des travaux, et notamment des compétences, niveau de qualification et expériences professionnelles des personnels en encadrement, études et conduite de chantier (conducteurs de travaux et chefs de chantier) y compris fourniture des CV et présentation en logigramme organisationnel. Niveau de qualification et d'expérience des personnes affectées aux travaux ainsi que leur positionnement dans l'entreprise</i>	4
2.2 - Moyens matériels pour l'exécution de l'accord-cadre et des chantiers <i>Description des moyens matériels dont le candidat ou cotraitant(s) ou sous-traitant(s) déclarés dispose ou qu'il envisage d'acquérir pour la réalisation des travaux (notamment moyens nautiques, moyens de levage)</i>	4
2.3 - Organisation générale pour l'exécution de l'accord-cadre et des chantiers <i>Présentation de l'organisation générale des chantiers (administrative, financière, méthodologique), notamment au regard de la méthodologie d'exécution et des dispositions particulières pour l'exécution du marché (déroulement, organisation), exposé des processus habituels de l'entreprise qui seront mis en œuvre pour l'exécution et le suivi des travaux, exposé des méthodologies envisagées pour assurer les coordinations externes éventuelles (co-traitants, sous-traitants, concessionnaires, maîtrise d'œuvre, maîtrise d'ouvrage, opérations connexes, etc...)</i>	4
2.4 - Méthodologie d'exécution des chantiers <i>Description de la méthodologie de réalisation proposée pour la réalisation des chantiers de l'accord-cadre. Le candidat devra s'appuyer sur la présentation de méthodologies types pour les opérations suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"> - la réfection d'un mur de soutènement en maçonnerie à l'abri d'un batardeau réalisé par le biais d'une piste en matériaux dans le lit du cours d'eau et étanchée pour servir de batardeau, - l'injection au coulis de ciment des têtes amont d'écluse en section artificielle pour la régénération et l'étanchement de la maçonnerie, - L'injection à la résine hydrophobe des maçonneries d'un bajoyer entier d'écluse en section naturelle pour la régénération et l'étanchement de la maçonnerie, - La réparation d'un portique en béton armé présentant divers désordres (corrosion des armatures, fissuration, épaufures...), - Le rejointoiement d'un sas d'écluse depuis un ponton flottant, - La réalisation d'une longrine para fouille en béton armé en pied du mur de soutènement en maçonnerie y compris la réalisation d'un batardeau en big bag autour de la zone d'intervention. 	10
2.5 - Présentation des procédures d'autocontrôles de l'entreprise avec présentation en annexe d'un SOPAQ	4
2.6 - Principales fournitures : provenance des matériaux et référence des fournisseurs	4

Critères	Pondération
3- Valeur environnementale de l'offre sur la base du mémoire technique décrivant les dispositions mises en œuvre pour limiter les impacts sur le milieu selon les sous-critères suivants	20
3.1 - Organisations et moyens humains et matériels mis en œuvre notamment pour garantir le bonne gestion et traçabilité des déchets, gestion des eaux du chantier y compris chargées en MES/traitements/rejets, la prise en compte des contraintes d'exploitation et hydrauliques, gestion de la propreté sur les sites, respect du cadre paysager et patrimonial	16
3.2 - présentation en annexe d'un Schéma Organisationnel du Plan de l'Assurance Environnement Développement Durable (SOPAE) incluant un Schéma Organisationnel de Gestion des Déchets (SOGED) - maximum 15 pages	4

Les quantités mentionnées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) ont été déterminés sur la base d'une estimation des commandes susceptibles d'être passées durant une période de l'accord-cadre.

Ces quantités n'ont pas de valeur contractuelle et ne sont destinées qu'à permettre de juger les offres selon le critère « **Prix des prestations** ».

Elles ne représentent ni un minimum ni un maximum de commande sur une période.

L'accord-cadre doit cependant permettre de réaliser ces quantités durant une seule période.

En conséquence, toute offre dont le montant du DQE sera supérieur au maximum d'une période du lot considéré sera déclarée irrégulière.

L'attention des candidats est attirée sur l'obligation de traiter des points ci-dessus dans leur mémoire technique, sous peine de nullité de l'offre.

Le mémoire technique ne doit pas dépasser **30 pages** (lisibles en cas d'impression au format A4).

Ne seront pas comptabilisés parmi ce nombre maximum de pages :

- La page de garde et le sommaire du mémoire,
- Les éventuelles pages vierges.

Toutes les pages des mémoires venant après la limite prédéfinie ne seront pas prises en compte pour l'analyse des offres.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur prévoit de négocier avec les candidats les mieux classés à l'issue de l'analyse initiale des offres. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales et sans négociation au candidat le mieux classé. Ce classement sera obtenu en faisant application des critères de jugement des offres définis au présent règlement de la consultation. En outre, la Région Bretagne se réserve également le droit de négocier avec les opérateurs économiques présentant des offres irrégulières, inacceptables à l'issue de l'analyse initiale des offres.

Pour la présente consultation, le pouvoir adjudicateur précise :

Sur l'aspect formel des négociations

Le Représentant de l'autorité adjudicatrice se réserve la possibilité de s'entourer de personnes compétentes.

Les négociations pourront prendre la forme :

- d'échanges écrits (mails, courriers, plateforme régionale Mégalis Bretagne),
- la personne publique pourra également solliciter la venue du candidat dans les locaux de la Région (aux frais de ce dernier) ; dans ce cas, la durée de l'entretien sera identique pour tous les candidats.

Préalablement à la négociation, la Région informera, par écrit (mails - fax - courrier - plateforme régionale Mégalis Bretagne), les points de négociations.

Au cours de la négociation, la Région Bretagne peut choisir de réaliser plusieurs phases de négociation. A cet effet, elle se réserve la liberté d'évincer à chaque tour les candidats les moins performants. La dernière phase de négociation devra se dérouler à minima avec deux candidats, dans la mesure où les négociations ont été menées avec plus de deux candidats.

Sur le contenu des négociations

Les négociations se feront sur la base de l'offre initiale remise par le candidat, et pourront notamment porter, sur les points suivants (liste non exhaustive) :

- prix,
- proposition technique (qualité, périmètre des prestations).

Remise de l'offre définitive :

Lorsque la personne publique décidera de mettre un terme aux négociations, elle demandera aux candidats de remettre leur offre finale.

C'est cette offre finale qui sera prise en compte pour le jugement final des offres.

Offre retenue

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations prévues aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la Commande Publique. Le délai imparti par l'entité adjudicatrice pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.megalix.bretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes
Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte
35044 RENNES CEDEX CS 44416
Tél : 02 23 21 28 28 - Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://rennes.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte
35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28 - Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) Pays de la Loire

22 mail Pablo PICASSO
BP 24209
44042 NANTES cedex 1
Tél. : 02 53 46 79 00
Courriel : pays-de-la-loire@dreets.gouv.fr